

Unité départementale du Rhône

Villeurbanne, le 14/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



EDILIANS

Site industriel -
Rue Tuilerie
69610 STE FOY L ARGENTIERE

Références : UDR-SSDAS-22-118-YG

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement EDILIANS implanté Rue Tuilerie 69610 SAINTE FOY L'ARGENTIERE. L'inspection a été réalisée de manière inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale dite "coup de poing" axée sur la thématique de la sécurité incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS
- Site industriel - Rue Tuilerie 69610 SAINTE FOY L'ARGENTIERE
- Code AIOT dans GUN : 0006103735
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Edilians exploite un site de fabrication de produits céramiques et réfractaires à Ste Foy l'Argentière, dont l'activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 12/05/2005 .

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Opération régionale coup de poing incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Transmission sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 modifié, Art 7.2.6	/	Transmission sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 modifié, article 7.3	/	Transmission sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Transmission sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats mettent en évidence la présence de nombreux équipements en matière de sécurité incendie et des procédures de contrôles et d'entretien de ces équipements adaptées.

Toutefois l'exploitant doit apporter des compléments, voire mettre en place des mesures afin de pouvoir répondre aux attentes des services d'intervention et de secours en cas d'incendie sur le site (état des stocks, test de débit ...) et de confiner les eaux d'extinction incendie si besoin.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant ne dispose pas en temps réel d'une liste des produits combustibles avec le volume maximum stocké. Ces stocks concernant essentiellement des dégraissants dégrippant utilisés pour la maintenance, les palettes et les gaines intercalaires plastiques. L'état des stocks est disponible au niveau du service achat et est remis à jour mensuellement. L'exploitant dispose en revanche des fiches de données de sécurité associées aux produits. L'exploitant possède également une carte du site répertoriant le stockage des palettes, des intercalaires et des consommables. La mise à disposition de ces informations se fait majoritairement par un accès au réseau, toutefois le suivi se fait par les bons de commandes et correspondant au maximum du volume commandé. Il n'y a pas d'état des stocks en temps réel, seul un inventaire mensuel est fait pour les consommables.
Type de suites proposées : Susceptibles de suite
Proposition de suites : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un état précis des stocks sous 1 mois.

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 modifié, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions applicables sont définies par l'article 7.3 Moyens d'intervention L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces moyens se composent de : <ul style="list-style-type: none">- pour le site situé en partie Nord de la « Route du Val d'Argent », de 7 appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus près du risque,- pour l'unité SFA 37, d'un bassin de récupération des eaux pluviales disposant en permanence d'une capacité de 180 m³ d'eau, et d'un ensemble de R.I.A. alimentés par un réseau d'eau incendie enterré. Le bassin est rendu accessible aux engins d'incendie et de secours et il est équipé de deux points de puisage réglementaires,- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,- d'un moyen permettant d'alerter les services de secours,- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,- d'un système d'alarme incendie. En tout état de cause, l'exploitant est en mesure de fournir l'eau nécessaire aux services de secours à tout moment pour un débit d'eau incendie de 90 m ³ /h en débit simultané sur le site, et ce pendant deux heures. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.
Constats : Le site dispose de moyens conséquents constitués d'un réseau de 7 poteaux incendie externes. Le bassin de récupération des eaux est accessible aux engins de secours. Les deux accès de secours sont présents. Le dernier relevé des mesures de débits date du 09/11/2012, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir un justificatif actualisé.
Type de suites proposées : Susceptibles de suite
Proposition de suites : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un résultat d'essai des moyens en eau permettant de justifier la fourniture d'un débit d'eau de 90 m ³ /h en débit simultané sur le site, et ce pendant deux heures sous 3 mois

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 modifié, Art 7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Vérifications périodiques : Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité ou les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur..
Constats : Les entretiens sont réalisés par des sociétés externes en ce qui concerne les extincteurs, les systèmes de détection et d'alarme incendie, les poteaux incendie, les systèmes de désenfumage. Une partie des registres est constituée par des classeurs listant les interventions et opérations de contrôles effectués et d'autres registres sont également disponibles sur réseau informatique. Le contrôle du système de désenfumage n'a pas été fait dans la périodicité prévue et doit être fait en 2022.
Type de suites proposées : Susceptibles de suite
Proposition de suites : L'exploitant transmettra le Bilan des opérations de contrôle effectué sur son site. Ce bilan recensera la date, le prestataire et les vérifications périodiques correspondantes. Il sera transmis sous 1 mois. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le contrôle du système de désenfumage dès réception du rapport de vérification.

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume des matières stockées ;- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :"</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.</p> <p>En particulier, les eaux pluviales ruisselant sur les aires imperméabilisées de l'usine hormis les eaux de toiture des bâtiments et celles des zones de stockage de tuiles, sont collectées et rejetées dans la Brévenne après avoir été traitées dans des décanteurs-déshuileurs.</p> <p>En cas d'incendie, le volume des eaux utilisées pour l'incendie, pourrait rejoindre la Brévenne directement via les drains en pied de muret. L'exploitant doit mettre en place un système empêchant tout rejet direct des eaux susceptibles d'être pollué dans le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
<p>Proposition de suites : Sous un délai d'un mois, l'exploitant met en place des moyens adaptés lui permettant de s'assurer de l'absence de tout rejet d'effluent liquide, en prenant en compte les eaux d'extinction incendie. Pour cela, il s'appuie sur les guides D9 et D9A, documents de référence pour le dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure incendie contre l'incendie et pour le confinement des eaux d'extinction.</p> <p>En outre il précisera la méthodologie visant à obturer les drains et l'ensemble des accès direct permettant un écoulement des eaux d'incendie dans la Brévenne.</p>